

Modeste Boukadia suggère trois propositions

Le président du Cercle des démocrates et républicains du Congo (CDRC) a présenté ses propositions, le 16 octobre, à Brazzaville, au cours d'une conférence de presse.

Ancien candidat déclaré à la dernière élection présidentielle, Modeste Boukadia a souligné que les trois conditions sont intelligemment dévoilées par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, dans son discours d'investiture. Il s'agit notamment, selon lui, des fondements suivants : la responsabilité de l'État ; l'investissement dans les secteurs productifs et la meilleure gestion du patrimoine commun.

Parlant du premier fondement, le conférencier a précisé qu'en tant qu'État égalitaire, le Congo a l'obligation de créer les conditions nécessaires pour satisfaire les besoins de ses habitants. La satisfaction de ces besoins dépend de la production des biens et services qui résultent des activités des entreprises.

En ce qui concerne le deuxième, l'orateur encourage l'augmentation des investissements dans les secteurs hors pétrole : agriculture, élevage, pêche, bois, etc. *«La jeunesse de notre population qui constitue la force vive du pays et le faible taux d'habitants sont des atouts qui devraient favoriser rapidement le développement de notre pays. Paradoxalement, cette force vive apte à l'innovation est laissée en léthargie sans activité professionnelle, parce que l'État*

n'a pas su créer les entreprises publiques ni favoriser le secteur privé pour utiliser cette somme d'énergie dans la création de la richesse nationale », a-t-il ajouté.

Quant au dernier fondement, le conférencier a précisé que l'objectif principal est de créer les conditions nécessaires à l'élévation du niveau de vie des populations. Pour atteindre cet objectif, a-t-il renchéri, la bonne gestion des finances publiques constitue la stratégie fondamentale, notamment en renforçant la discipline budgétaire, en resserrant les modalités de contrôle des dépenses publiques et en ayant la maîtrise de la masse salariale publique. Il faut ajouter, a-t-il poursuivi, à ces précédentes conditions, les modalités d'attribution des marchés publics pour les adapter à l'environnement international.

Invité par les journalistes à préciser son ancrage politique, le président du CDRC a indiqué : *«Pour l'heure, on n'a pas besoin au Congo de parler de l'opposition ou de la majorité présidentielle. Pensons pour le moment à construire notre pays et à consolider la démocratie. Regardons ensemble les modalités de mise en œuvre du programme de société du chef de l'État pour le développement tous azimuts de notre nation. Notre politique au CDRC consiste à briser les barrières ethniques et régionalistes pour ne penser que le décollage économique du Congo».*

Roger Ngombé